

*Projet de renforcement des capacités des
organisations de la société civile dans la
prévention et la gestion des conflits en
Afrique Centrale*
Coordination Régionale



Building KIMPOKO, Rez-de-chaussée
Boulevard du 30 Juin
Tél.: +243 99 994 04 58 / +243 81 509 24 08
e-mail: info@pregesco.org / pregescocr@yahoo.fr
B.P. 12 205 Kinshasa 1, RDC
www.pregesco.org

**HUITIEME REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL DU CONSEIL
ECONOMIQUE ET SOCIAL DES NATIONS-UNIES SUR
DEVELOPPEMENT DURABLE POST-2015,
NEWYORK, DU 3 AU 8 FEVRIER 2014.**

**Session sur la « Prévention des conflits, consolidation de la paix
post-conflit et la promotion d'une paix durable »**

Présentation du PREGESCO

Par

Monsieur Georges TSHIONZA MATA
Coordonnateur Régional

New York, le 6 février 2014.

Madame et Monsieur les Co - Présidents,
Excellences,
Distingués collègues Délégués des Organisations de la Société Civile,

Le Programme de Renforcement des Capacités des Organisations de la Société Civile dans la Prévention et la Gestion des Conflits en Afrique Centrale (PREGESCO en sigle) que nous avons l'honneur de représenter à ces assises se dit honoré de prendre la parole devant les Peuples du Monde ici représentés, afin de proposer à la Communauté des Nations, les voies et moyens par lesquelles il conviendra de réduire les risques de conflits et de fragilité, pour ainsi à la fois préserver la Paix et atteindre la résilience après 2015.

Permettez-nous de vous dire d'abord que le PREGESCO est la plus grande coalition de la Société Civile en Afrique Centrale. Regroupant plus de 200 associations et 9 organisations faitières d'Angola, du Burundi, du Cameroun, de la République du Congo, du Gabon, de la République Centrafricaine, de la République Démocratique du Congo, du Rwanda et du Tchad, le PREGESCO a comme siège principal Kinshasa, avec une coordination nationale dans chacun des pays précités.

Sept ans après son lancement, grâce au soutien de la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF), le PREGESCO peut déjà présenter à son actif, quelques résultats, et non de moindres :

- **Premièrement**, la toute nouvelle Présidente de la République Centrafricaine et première Chef de l'Etat Femme en Afrique Centrale, Son Excellence Catherine SAMBA-PANZA est issue de son Groupe d'Initiatives et des Contacts pour la paix en Afrique Centrale,
- **Deuxièmement**, La Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale dispose d'un Mécanisme d'Alerte Rapide dont la composante civile est fournie par le PREGESCO,
- **Troisièmement**, le PREGESCO est constamment sollicité par l'Union Africaine dans la fourniture des observateurs électoraux citoyens, sur tous les théâtres des opérations électorales sur notre Continent,
- **Quatrièmement**, le PREGESCO co-préside avec CORDAID des Pays-Bas, le Comité de Pilotage de la Plateforme de la Société Civile dans le Dialogue International pour la Consolidation de la Paix et le Renforcement de l'Etat Post-conflits.

En outre, Le PREGESCO a obtenu un soutien déterminant de la MONUSCO en RDC, lors de l'évaluation des Accords de Paix de Sun City, 10 ans après, un exercice que nous avons mené avec succès en 2013.

C'est ici l'occasion de saluer le travail abattu par les Nations Unies dans notre Sous-Région, notamment pas ses initiatives en faveur de la paix telles que sa Mission actuellement opérationnelle en République Démocratique du Congo, l'Accord Cadre d'Addis-Abeba engageant plusieurs Etats d'Afrique Centrale dans une démarche conjointe de stabilisation sous-régionale.

C'est dans ce même ordre d'idées que le PREGESCO joint sa voie à celle du gouvernement de transition en RCA, pour la mise sur pieds urgente et rapide d'une Mission de maintien de la paix dans ce pays, en prolongement à l'élan de solidarité impulsé par la CEEAC, la France et l'Union Européenne en faveur du peuple centrafricain.

Cependant, toutes ces actions visant à restaurer les conditions de sécurité humaine et l'autorité de l'Etat dans la plupart des pays d'Afrique Centrale risquent de rester sans lendemain si des leviers d'actions durables ne sont pas actionnés tant au niveau national qu'international pour asseoir durablement la paix sur des bases stables pour mieux combattre la pauvreté.

C'est ainsi qu'au **niveau national**, le PREGESCO préconise :

1. L'inscription parmi les droits fondamentaux de la personne humaine, un accès égal aux services sociaux de base (Eau potable, électricité, soins de santé primaires, éducation primaire, habitat décent et le libre accès public à l'information) ;
2. La création d'un environnement favorable à la réalisation du programme de développement post 2015 par la lutte contre l'impunité et la corruption, par l'égalité des droits de la personne pour tous et par l'accès renforcé à la Justice et à l'égalité en droit ;
3. La promotion d'une croissance inclusive impliquant la création d'emplois prioritairement dans l'agriculture et dans la valeur ajoutée des produits primaires.

Au niveau international enfin, le PREGESCO préconise :

1. L'extension du mandat du Rapporteur Spécial des Nations Unies sur les Sociétés Transnationales et les Droits humains, au rôle de celles-ci dans l'alimentation et le développement des conflits armés ainsi que dans la criminalité transfrontalière ;
2. La mise en place d'un mécanisme international de surveillance des investissements directs étrangers dans le secteur agricole, comme cela existe dans le secteur minier à travers l'Initiative de Transparence dans l'Industrie Extractive (ITIE en sigle), afin de préserver la souveraineté alimentaire aux populations locales ; ce secteur étant à la fois le premier foyer des conflits et le premier réservoir de la création de la richesse dans nos pays ;
3. Une mobilisation accrue autour des processus électoraux en Afrique Centrale notamment, car ils sont devenus l'une des sources principales de recul des droits de la personne, de la mauvaise gouvernance, de l'instabilité politique, de l'accroissement de la corruption et des souffrances pour les populations.

Nous vous remercions de votre attention.